

<https://docs.google.com/document/d/1seSNSjet680invek73bkgo4TO2F2yivCn97ZP6QAqj4/edit?usp=sharing>
Lien pour réponses du partiel (c un autre google doc pour mettre notre réponse) :

ATTENTION : CORRECTION NON OFFICIELLE !!!

Sujet Janvier 2020

- 1) On peut être citoyen européen sans être de nationalité d'un État membre de l'UE.
- 2) Les personnes morales de droit public ont le monopole de l'intérêt général.
- 3) Lors des élections européennes, les électeurs sont aussi invités à choisir le Président de la Commission.
- 4) Les compétences entre les différents niveaux des collectivités territoriales en France sont rationnellement réparties.
- 5) En France, une pétition de citoyens peut imposer un référendum portant révision de la Constitution.
- 6) La séparation des pouvoirs limite l'abus de pouvoir.
- 7) Avant le traité de Lisbonne, il n'était pas possible pour un État de quitter l'UE.
- 8) L'article 1^{er} de la Constitution prévoit que l'organisation de la République est indivisible
- 9) Pour qu'un État quitte l'UE, il faut obligatoirement un accord de retrait entre cet État et l'UE.
- 10) Des États peuvent appartenir à l'Espace économique européen sans faire partie de l'UE.
- 11) Le préambule de la Constitution de la 5^{ème} République renvoie à la Charte de l'environnement.
- 12) Pour prendre des ordonnances, le Gouvernement doit être habilité par le Parlement.
- 13) Les électeurs européens peuvent se prononcer sur des listes transnationales présentées dans l'ensemble des États de l'UE.
- 14) En France, le Premier ministre conduit la politique de la nation.
- 15) Les ordonnances deviennent des lois sans vote du Parlement.
- 16) Le préfet représente le Gouvernement dans le département.
- 17) La CADA peut décider que l'administration remette des documents administratifs à un administré.
- 18) Les communautés de communes et d'agglomération sont des établissements publics de la coopération intercommunale.
- 19) La procédure actuelle de codécision avec le Parlement européen prévoit que le Conseil a le dernier mot.
- 20) La Commission a le monopole des propositions de texte dans les domaines relevant de la compétence exclusive de l'UE.
- 21) La QPC permet au Conseil d'État ou à la Cour de cassation d'annuler une loi pour inconstitutionnalité.

- 22) L'État a tous les droits.
- 23) Le Conseil européen est seulement composé des chefs d'État ou de la Commission européenne.
- 24) Les décisions de la CJUE s'imposent à tous les tribunaux nationaux.
- 25) Les EPIC sont des personnes morales de droit public
- 26) Juridiquement un État souverain n'est soumis sans son consentement à aucune autorité supranationale.
- 27) Un État centralisé est une monarchie.
- 28) Dans la théorie des trois pouvoirs, ces 3 pouvoirs sont l'exécutif, le législatif et l'administration.
- 29) Le nombre de sièges par État au Parlement européen est dégressivement proportionnel à sa population.
- 30) Un État décentralisé est un État fédéral.
- 31) Le Premier ministre est responsable de la défense nationale.
- 32) Dans un régime parlementaire, l'exécutif n'est pas responsable devant le Parlement.
- 33) La charte de l'environnement a une valeur constitutionnelle.
- 34) Les collectivités territoriales ont la compétence de leurs compétences.
- 35) La Déclaration de 1789 a une valeur constitutionnelle.
- 36) Le préambule de la Constitution de 1946 fait partie du bloc de constitutionnalité.
- 37) Le Président de la République nomme le Premier ministre avec le contreseing de ce dernier.
- 38) Préfet de région dirige la région.
- 39) Le Président de la République est responsable devant l'Assemblée nationale.
- 40) Une délégation de compétence par l'État à un établissement public national est un acte portant décentralisation territoriale.
- 41) Le préfet représente le gouvernement.
- 42) Le Premier ministre exerce le pouvoir réglementaire.
- 43) Les intercommunalités sont des établissements publics territoriaux.
- 44) Un SPA peut être gérée par une personne privée.
- 45) Une entreprise publique n'est pas soumise au droit de la concurrence
- 46) Dans un contrat administratif, les deux cocontractants sont placés sur un pied d'égalité.
- 47) Les services publics régaliens sont soumis au droit de la concurrence.
- 48) La faute de service doit être imputable à un fonctionnaire pour pouvoir faire l'objet d'une action en responsabilité contre l'administration.
- 49) La Commission européenne est composée d'un membre de la Commission par état membre.

- 50) L'administration a en principe le libre choix de son cocontractant.
- 51) Les contrats administratifs sont soumis au droit de l'Union européenne.
- 52) En principe, la preuve de la faute de service incombe à la victime.
- 53) Le Parlement peut voter une motion de censure contre la Commission.
- 54) Le Traité fixe la répartition des sièges par État au Parlement européen.
- 55) Les Parlements nationaux peuvent disposer d'un droit de veto contre un projet de directive s'ils estiment qu'elle ne respecte pas le principe de subsidiarité.
- 56) Le Conseil européen est responsable devant le Parlement européen
- 57) Un plan local d'urbanisme est un règlement.
- 58) Un règlement peut être un décret.
- 59) Un État est constitué d'un territoire, d'une population et d'une autorité étatique.
- 60) Les domaines des compétences législatives du Parlement sont énumérés dans la Constitution.

Sujet JUILLET 2020

- 1. En France une pétition de citoyen peut imposer une demande de révision de la constitution
- 2. La région contrôle l'exercice des compétences par les communes.
- 3. Dans les démocraties, le pouvoir législatif se borne à contrôler le gouvernement
- 4. Le premier ministre exerce le pouvoir réglementaire
- 5. Des Etats peuvent faire partie de "EEE" sans faire partie de l'UE
- 6. Le traité fixe la répartition des sièges au parlement par l'Etat
- 7. Un plan local d'urbanisme est un règlement
- 8. Dans la théorie des 3 pouvoirs, l'exécutif, l'administration et le législatif sont ces 3 pouvoirs
- 9. La dernière révision de la constitution française a renforcé les pouvoirs du Parlement
- 10. La faute de service doit être imputable à un fonctionnaire pour pouvoir faire l'objet d'une action en responsabilité contre l'administration
- 11. En France le pouvoir exécutif se borne à exécuter les lois votées par le Parlement
- 12. Pour prendre des ordonnances, le gouvernement doit être habilité par le Parlement
- 13. Les ordonnances deviennent des lois sans vote de Parlement
- 14. La commission a le monopole des propositions de texte dans les domaines relevant de la compétence exclusive de l'UE
- 15. Les communautés de communes sont des établissements publics
- 16. N'importe quelle juridiction nationale peut poser une question préjudicielle à la CJUE

17. En principe, L'Etat n'est soumis sans son consentement à aucune autorité supérieure
18. Un citoyen peut demander à la CADA son avis sur la communication des documents administratifs
19. Les membre de la Commission sont proposés par le Président de la Commission puis élus par le Parlement
20. La CADA peut décider que l'administration remette des document à un administré
21. Un refus de permis de construire est une décision individuelle
22. Pour réviser la constitution française, un référendum est obligatoire
23. Les compétences entre les niveaux des collectivités territoriales en France sont rationnellement réparties
24. Pour qu'un Etat quitte l'UE, il faut obligatoirement un accord de retrait
25. Un Etat centralisé est une monarchie
26. Dans un régime parlementaire l'exécutif n'est pas responsable devant le Parlement
27. Le Parlement peut voter une motion de censure contre la Commission
28. Le préfet exécute les décision du conseil départemental
29. En France, la constitution prévoit que le 1er ministre conduit la politique de la Nation
30. Dans un contrat administratif les 2 cocontractant sont placés sur un pied d'égalité
31. En principe, un SPA n'est pas principalement financé par les usagers
32. Les compétences entre les niveaux de collectivités territoriales en France sont rationnellement réparties
33. Le nombre de sièges au Parlement par l'Etat est dégressivement à sa population
34. Les électeurs européens peuvent se prononcer sur des listes transnationales
35. Avant le traité de Lisbonne, il n'était pas possible de quitter l'UE
36. Tous les documents administratifs peuvent être communiqués
37. Lors des élections européennes, les électeurs sont aussi invités à choisir le président de la commission

Sujet Janvier 2019 (à vérifier)

- 1) On peut être citoyen européen sans être national d'un État membre de l'UE.
Droit de vote aux élections nationales du pays de l'UE où ils résident est un droit pour tous les citoyens européens.
Droit de circuler et de séjourner dans n'importe quel Etat de l'UE est un droit pour les citoyens européens
- 2) L'élection européenne est un scrutin proportionnel de la liste

Les électeurs européens peuvent se prononcer sur les listes transnationales
Lors des élections européennes, les électeurs sont aussi invités à choisir le président de la Commission

3) La sphère publique a en France le monopole des fonctions régaliennes

La sphère privée a toujours pour but la recherche du profit

Les personnes morales de droit public ont le monopole de l'intérêt général

4) La région contrôle l'exercice des compétences par les communes

Le préfet est chargé du contrôle administratif des collectivités territoriales

Les compétences entre les différents niveaux de collectivités territoriales en France sont rationnellement réparties

5) Pour réviser la Constitution un référendum est indispensable

La dernière révision de la Constitution 2008 a renforcé le pouvoir du Parlement

Une pétition de citoyens peut imposer une demande de révision de la Constitution

6) Pour engager la responsabilité de l'administration, il suffit que le dommage soit direct et certain.

La responsabilité de l'administration peut être engagée sans fautes.

Les victimes d'un dommage ont intérêt à mettre en cause la responsabilité personnelle du fonctionnaire.

7) Avant le traité de Lisbonne, il n'était pas possible pour un Etat de quitter l'UE.

Pour qu'un Etat quitte l'UE, il faut obligatoirement un accord de retrait entre cet Etat et l'EU.

Des Etat peuvent appartenir à l'Espace économique européen sans faire partie de l'UE.

8) Le préambule de la 4^{ème} République comprend des droits économiques et sociaux.

Le préambule de la 5^{ème} République renvoie à la Charte de l'environnement.

L'article 1^{er} de la Constitution prévoit que l'organisation de la République est indivisible.

9) Le Président de la République française peut prendre de nombreuses décisions sans contreseing du Premier ministre.

En France, le Gouvernement dispose de la force armée.

En France, le Gouvernement, dont l'action est dirigée par le Premier ministre, conduit la politique de la nation.

10) Pour prendre des ordonnances, le Gouvernement doit être habilité par le Parlement.

Les ordonnances deviennent des lois sans vote du Parlement.

Une ordonnance peut être annulée pour illégalité par le Conseil d'État.

11) En déléguant des pouvoirs aux préfets, le Gouvernement fait œuvre de décentralisation.

Le préfet représente le Gouvernement dans le département

Le préfet exécute les décisions du conseil départemental

12) En France, le pouvoir exécutif se borne à exécuter les lois votées par le Parlement.

Dans les démocraties, le pouvoir législatif se borne à contrôler le Gouvernement.

La séparation de pouvoir limite l'abus de pouvoir

13) Les communautés de communes et d'agglomération sont des établissements publics de coopération intercommunale.

Toutes les communes doivent en principe faire partie d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération.

Un département pourrait fusionner avec une région.

14) L'acte unique européen de 1985 établit la codécision du Conseil et du Parlement européen.

Dans la procédure de co-décision avec le Parlement européen, le Conseil a le dernier mot .

La Commission a le monopole des propositions de texte dans les domaines relevant de la compétence exclusive de l'UE.

15) La QPC permet au Conseil d'État ou à la Cour de cassation d'annuler une loi pour inconstitutionnalité.

N'importe quel justiciable peut poser une QPC à propos d'une loi à l'occasion d'un litige auquel cette loi est applicable.

Dans l'attente de la décision sur la QPC, l'examen du litige est suspendu.

16) Le droit limite l'arbitraire de l'État

L'État a tous les droits.

Les régimes autoritaires sont des États de droit.

17) Le Conseil européen est composé des chefs d'État ou de gouvernement et du président de la Commission européenne.

Le traité de Lisbonne établit un président du Conseil européen élu par les chefs d'État ou de gouvernement.

Le président du Conseil européen préside l'UE pendant six mois.

18) N'importe quelle juridiction nationale peut poser une question préjudicielle à la CJUE.

Les décisions de la CJUE s'imposent aux institutions européennes, aux États membres et à leurs juridictions.

La CJUE peut annuler une directive du parlement européen et du Conseil.

19) Sont des personnes morales de droit public

Les EPIC relèvent pour l'essentiel du droit administratif

Les EPIC sont soumis à tutelle de l'administration

20) L'État n'est soumis sans son consentement à aucune autorité supérieure.

L'État a le monopole de la contrainte.

L'État peut ne pas obéir à une autorité supranationale.

Sujet 2018 et 2017 (à vérifier)

1) Un règlement est une norme générale et impersonnelle

2) Un règlement peut être un arrêté

3) Quand on décentralise on accorde des compétences nouvelles aux collectivités territoriales

4) Quand on décentralise on accorde des compétences aux préfets dans les régions et les départements

- 5) La décentralisation territoriale signifie que des compétences nouvelles sont accordées aux établissements publics
- 6) Pour faire un État, il suffit d' avoir un peuple et une langue
- 7) Un État peut être membre des nations unies
- 8) La Commission européenne est la "gardienne des traités"
- 9) La Commission européenne fait partie des pouvoirs législatif européen
- 10) Sur proposition des Etats membres, le Conseil, en accord avec le PR désigne de la commission, soumet au Parlement européen l'approbation du collège de la Commission
- 11) Les membres de la Commission européenne sont proposés par le PR de la Commission puis élus par le Parlement
- 12) La responsabilité de l'administration peut être engagée sans faute
- 13) Les victimes d'un dommage ont intérêt à mettre en cause la responsabilité personnelle du fonctionnaire
- 14) Un partenariat public/privé est un contrat administratif
- 15) Le cocontractant privé d'un PPP est chargé de l'exécution d'un SP
- 16) Un partenariat public-privé est une forme de délégation d'un SP
- 17) Les fédérations sportives sont des associations privées
- 18) Les fédérations sportives sont chargées par l'Etat du service public de l'organisation de manifestations sportives
- 19) Les fédérations sportives sont des établissements publics administratifs
- 20) Les AAI sont des établissements publics administratifs
- 21) Les AAI peuvent être chargés de la régulation d'un marché
- 22) Le défenseur des droits est une AAI
- 23) La QPC permet à tout citoyen d'accéder au conseil constitutionnel sans condition
- 24) La QPC permet au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation de poser une question au Conseil constitutionnel sur la constitutionnalité d'une loi
- 25) Un contrat administratif doit être signé par deux personnes publiques
- 26) Un contrat administratif est conclu dans le but de l'exécution du service public administratif
- 27) La déconcentration territoriale est une delegation de competence au sein d une personne morale
- 28) La déconcentration territoriale est une delegation de competence entre personnes morales
- 29) La déconcentration territoriale est une réforme en vue de rapprocher des citoyens la prise de décision de l'Etat
- 30) Les communautés de communes sont des intercommunalités
- 31) Les métropoles sont des intercommunalités
- 32) Un citoyen peut demander à la CADA son avis sur la communication de documents administratifs
- 33) Tous les documents détenus par l'administration peuvent être communiqués
- 34) Le conseil européen joue un rôle d'impulsion et d'arbitrage
- 35) Le contenu de la Constitution a les compétences du parlement
- 36) Le contenu de la Constitution à l'organisation des pouvoirs publics
- 37) Le contenu de la Constitution a les droits de l'Homme
- 38) L'Assemblée Nationale peut renverser le Gouvernement

- 39) L'autorité judiciaire est indépendante du Gouvernement et Parlement
- 40) Quand le Gouvernement invoque l'article 49.3 de la Constitution le projet de loi est automatiquement adopté
- 41) Quand le Gouvernement invoque l'article 49.3 de la Constitution, le projet de loi est adopté sans vote en l'absence de motion de censure votée par la majorité des membres de l'Assemblée Nationale.
- 42) Qd le Gouvernement invoque l'article 49.3 de la Constitution le projet de loi est adopté à la majorité simple
- 43) Le renforcement de la décentralisation territoriale en France c'est d'accorder des compétences nouvelles aux collectivités territoriales
- 44) Le renforcement de la décentralisation territoriale c'est d'accorder des compétences aux préfets et aux départements
- 45) Le renforcement de la décentralisation territoriale c'est d'accorder des compétences nouvelles aux établissements publics
- 46) L'Etat et les communes disposent d'une clause de compétence générale
- 47) L'Etat, la région et les départements disposent d'une clause de compétence générale
- 48) L'Etat, la région, les départements et la commune disposent d'une clause de compétence générale
- 50) Les trois principes fondamentaux du service public sont la continuité, adaptabilité et l'égalité
- 51) Les trois principes fondamentaux du service public sont la transparence, l'efficacité et l'égalité
- 52) Les trois principes fondamentaux du service public sont la laïcité, l'impartialité et la transparence
- 53) La commission européenne principale exécutif de l'Union européenne
- 54) La délégation de SP est un contrat par lequel une personne morale confie la gestion d'un SP à une autre personne morale dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service
- 55) La délégation d'un SP est un contrat par lequel une personne morale de droit public confie la gestion d'un SP dont elle a la responsabilité à une autre personne morale dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service
- 56) La délégation d'un SP est un contrat par lequel une personne morale de droit public confie la gestion d'un service privé à une autre personne morale dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service
- 57) Seuls les EPA assurent un SP d'intérêt général
- 58) Les contrats de travail des agents d'un EPCI sont régis par le code du travail
- 59) Tous les EPIC et les EPA appartiennent à l'Etat
- 60) Un refus de permis de construire est une décision individuelle
- 61) Le plan local d'urbanisme doit être conforme aux décisions en matière de permis de construire
- 62) Les collectivités territoriales doivent transmettre au préfet la plupart de leurs décisions
- 63) Le préfet peut annuler les décisions des collectivités territoriales
- 64) Le préfet peut demander au juge administratif d'annuler une décision d'une collectivité territoriale